

# Communiqué du *Comité de soutien aux trois de Briançon* suite à la conférence de presse du 24.05.18

**Contenu :**

- 1) **Discours du Comité**
- 2) **Discours de Théo et Bastien**

## **1. Discours du Comité**

Le jeudi 31 mai se tiendra le procès des trois de Briançon – Eleonora, Bastien et Théo – au tribunal de Gap dans les Hautes-Alpes en France. Nous reprenons la parole aujourd’hui, à une semaine de ce procès politique qui cherche à casser les liens de solidarité internationale, afin de reposer quelques enjeux qui nous semblent essentiels, et de remettre en avant les différents éléments qui sont pour nous inacceptables.

Nous tenons à rappeler que la situation actuelle est une conséquence des actions des Etats et des lois européennes. En effet, les politiques des différents gouvernements génèrent violence, danger et mort pour les personnes essayant de rejoindre l’Europe, souvent pour fuir des conflits et conditions de vie difficiles dont ces Etats sont pourtant consciemment coresponsables.

Cette situation de violence, de dangers et de morts se retrouve évidemment tout autant aux portes de l’Europe et de la Méditerranée, qu’à nos frontières, dans nos montagnes. Et nous ne restons pas indifférents aux violences de l’Etat.

En moins de deux semaines, deux personnes migrantes, un homme et une femme, sont mortes à la frontière près de Briançon, dont une jeune femme, morte noyée après avoir voulu fuir un contrôle de police. Ces deux décès s’ajoutent aux nombreuses blessées dans la zone, et sont le *résultat* des politiques de chasse à l’humain, de militarisation de la zone avec des chasseurs alpins embusqués notamment, de présence policière volontairement intimidante, de contrôle au faciès.

Briançon va-t-elle devenir dans l’indifférence générale un de ces lieux, comme Vintimille ou la Roya, où les décès de migrant.e.s s’accumulent ?

Un 2<sup>e</sup> élément que nous tenons à souligner est la partialité de l’Etat français, le *deux-poids deux-mesures* auquel nous sommes confrontées. Qui n’a pas entendu parler de Génération Identitaire, ce groupuscule d’extrême-droite, qui prend la parole haut et fort pour affirmer sa présence dans la région, qui se vante de traquer les migrants à la frontière (ce que des témoignages de migrant.e.s confirment), qui se félicite publiquement de la répression à l’égard de nos trois amies et de la hausse des effectifs policiers dans la zone. Tout cela sans être inquieté par la justice !

Et par-dessus tout ça, comme si cela ne suffisait pas, on assiste à une forte répression à l’égard des personnes cherchant à aider : une criminalisation de la solidarité. Le procès du 31 mai pour délit de solidarité est une stratégie pour fragiliser les liens internationaux que l’Etat français veut écraser.

On ne peut qu'être sidérées et inquiètes de l'incohérence des mesures et des peines encourues, entre des fascistes qui traquent ouvertement des êtres humains, et des personnes apportant de l'aide et de l'humanité qui sont poursuivis en justice, avec des chefs d'accusation insensés. *A votre avis, qui est de la bande organisée ?*

Cette situation est non seulement inacceptable, mais également complètement aberrante, et montre le peu de crédibilité de l'Etat et notamment du parquet de Gap. En témoignent ses décisions illégitimes.

Le procès se tiendra jeudi prochain, le 31 mai, dès 9h, à Gap. Nous invitons toutes personnes intéressées à se rendre à Gap à cette occasion, afin de montrer du soutien aux personnes concernées et à la solidarité sans frontières de manière plus générale.

Pour rappel, une caisse de soutien a été mise en place, afin de les aider financièrement à faire face aux dizaines de milliers de francs de frais. Enfin, une pétition en ligne est disponible.

Pour terminer, nous aimerions rappeler que la solidarité ne s'arrête pas, et ne s'arrêtera pas avec cette histoire, avec ce procès. La personnalisation de cette affaire, particulièrement autour des deux genevois Bastien et Théo, devrait être remise en question par tout le monde, société civile comme médias, et ne doit pas faire tomber dans l'oubli ou réduire au silence les milliers de personnes violentées, voire tuées, par nos frontières européennes, ni les luttes existant depuis des années.

La lutte continue et doit continuer, et nous sommes encore plus déterminées à apporter notre soutien et notre force aux personnes migrantes, avec la dignité humaine qui leur est dûe – trop souvent oubliée.

Le besoin de solidarité reste vraiment présent, et cette solidarité peut s'exprimer de plusieurs manières, que ce soit au travers de marches, criminalisées mais nécessaires, l'envoi d'argent ou encore de matériel aux associations actives sur place. Mobilisons-nous, et quelle que soit l'issue du procès, nous continuerons !

## **2. Discours de Théo et Bastien**

Nous tenons à préciser que nous parlerons en nos deux noms. Eleonora n'étant pas là, nous n'allons pas nous exprimer en son nom.

### **Pourquoi sortir du silence?**

Nous sortons du silence car l'Etat français n'a aucune raison valable de nous museler et parce qu'il est important pour nous d'exprimer notre point de vue. Il est aujourd'hui question de vies, la situation aux frontières est désastreuse. Nous éprouvons la nécessité de ne pas nous taire, d'alerter. La liberté d'expression doit plus que jamais être revendiquée.

Malgré la répression, nous ne baissons pas la tête. Celle-ci met en suspend nos vies, mais impacte d'autant plus les personnes en exil. Le message transmis par les médias cherche à faire peur aux personnes solidaires. Nous répondons que nous n'avons pas peur. Nous savons notre position juste et fondée, celle d'être solidaire ! Nous sommes poursuivis pour cette solidarité ! Notre solidarité doit être plus forte que leur répression ! Ceci est possible car nous avons confiance dans le soutien que nous avons. On ne nous laissera pas retourner en prison !

Mais l'objectif de cette conférence, de sortir du silence, c'est de recentrer la question non pas sur nous et la répression que nous subissons, mais sur le fond du problème: l'inhumanité de ce monde que les réfugié.e.s subissent et que les Etats orchestrent.

Nous savons que nous ne sommes pas les plus légitimes pour parler de ce sujet, mais, de par la position dont nous avons hérité arbitrairement, nous cherchons à faire entendre la voix de ceux qui subissent cette répression de façon invisible.

### **Sur notre séjour en prison, notre incarcération:**

Notre séjour en prison a appuyé notre détermination. Les privilèges ressentis en tant que blancs, de classes aisées, au sein même de cet établissement pénitencier, ont été très forts. Pour nous, cela reflète l'injustice de cette société, que les réfugié.e.s et détenus subissent. Parce qu'ils sont racisés, sans ressources financières, ghettoisés et sans soutiens : les personnes immigrées par le passé et les réfugié.e.s ont plus de chances d'aller en prison ou de subir la répression, de voir leurs vies conditionnées par les pratiques étatiques.

Cela nous a montré qu'il y a bien des privilégiés et des opprimés dans cette société. On criminalise les réfugié.s parce qu'ils ne sont pas nés en Europe! De notre côté, nous avons le privilège de passer la frontière sans nous en rendre compte. En prison nous avons d'autant plus pris conscience des injustices que l'Etat chapeaute, jour après jour, face aux bannis, opprimés de cette société.

### **Expliquer nos motivations à être solidaires:**

Cette répression qui vise à stopper la solidarité par la peur d'être poursuivi est une honte ! Nous ne pouvons accepter de grandir dans un monde où l'on est criminalisé pour avoir montré de la compassion envers d'autres être humains. On se croirait revenu à la deuxième guerre mondiale lorsque le délit de solidarité a beaucoup été utilisé pour condamner la solidarité envers les juifs ! Aujourd'hui, regardons comment on diabolise encore la résistance !

Des vies sont en jeu ! La montagne est un milieu hostile. Les fascistes de Génération Identitaire et la Police mettent des vies en danger. Dernièrement, 2 personnes sont mortes, dont une qui se serait noyée en voulant échapper à la police. Nous, en vivant en Europe, nous ne voyons pas de frontière, mais les réfugié.e.s y risquent leurs vies. Pour nous ce n'est pas possible de rester impassible face à ça !

Nous avons pu observer le positionnement des autorités. Pour eux, ces personnes qui n'ont pas de papiers sont des criminels ! Le fait de fermer les yeux sur les délits de Génération Identitaire (qui prônent le rejet de l'autre) et de nous mettre aux Baumettes parce qu'on a fait une marche solidaire, montre la partialité du parquet de Gap ! Deux poids deux mesures ! Il y a un réel acharnement contre nous. Pourquoi ? Pour nous être montrés solidaire ? Avoir participé à une marche ? Nous avons été enfermés car nous avons été pris comme boucs-émissaires. Il fallait enfermer des gens et c'est tombé sur nous de façon arbitraire.

### **Contexte de la société**

Au delà d'un positionnement pour la vie, notre motivation est issue d'une réflexion critique sur la société. Il y a un contexte de société: on est jeune, on doit se positionner. Il s'agit de ce qu'on a dans le coeur, ce qui nous fait vivre. C'est ce qui nous pousse à être solidaire, qui nous motive au plus profond de nous.

Cela part d'un constat clair: le monde va vers de plus en plus d'inégalités, de destruction de l'environnement, d'exploitation humaine et animale. Il y a de nombreuses guerres, la présence du fascisme, du racisme et du sexisme. Une abondance de pouvoir et de hiérarchie. Ce sont des désastres. C'est la violence de ce monde qui nous pousse, en tant que jeunes, à nous poser des questions et à nous positionner. La réponse qui fait le plus sens pour nous est d'essayer de questionner le problème à la racine, avec radicalité.

Et le constat est univoque: pour nous, c'est le capitalisme, son histoire et ses mécanismes, qui crée la majorité de ces désastres. La migration d'aujourd'hui est une issue de la société capitaliste actuelle et passée. Elle ne vient pas de nulle part. Elle est le résultat d'une histoire, d'un passé esclavagiste, puis colonial et impérialiste. Encore aujourd'hui, le fonctionnement de l'économie exploite les peuples, connaissances et ressources des pays les plus pauvres. Les frontières, les Etats-Nations, sont elles aussi issues de cette histoire.

Pour nous, il s'agit de la question politique de fond, et elle devrait aussi l'être pour le procès. Or, la justice, l'Etat, ne semblent pas capables de se poser ces questions. Les lois régissent, cadrent et ont cadré la société et son économie. Or, la société actuelle est désastreuse: elle permet la destruction et l'exploitation, la mort de personnes en détresse ! Ce constat nous pousse à ne pas avoir foi en l'état et ses lois, mais en nos convictions !

Voici un exemple: Que dire à un réfugié qui fuit une catastrophe climatique quand 80% des émissions depuis le 19ème viennent de l'occident? « Salut, casse-toi »? Ce serait la réponse actuelle des Etats. Les occidentaux dominent et ont dominé le monde et ne semblent pas vouloir changer. Que dire à ce même réfugié qui fuirait son pays dont certains ancêtres ont subi l'esclavage, les suivant la colonisation, et aujourd'hui l'exploitation par des entreprises capitalistes? Venant d'un territoire qui a été pillé par la mondialisation, il n'est pas difficile à comprendre le besoin de se réfugier ailleurs. Nous pensons que nous ferions la même chose ! Une grande partie de la richesse-plus-value occidentale, matérielle ou monétaire, est issue de cette exploitation, de cette ingérence continuelle qui ne semble pas s'arrêter. Selon nous, sans résoudre ces problèmes à la racine, la migration sera toujours présente et s'accentuera. Pour nous il n'y a pas actuellement de réponses appropriées car il n'y a pas de questionnement de fond.

C'est en ce sens que nous pensons que la société dysfonctionne. C'est la violence de l'occident qui continue. Tant que nous vivons dans cette société injuste, il y aura toujours des personnes aux portes de la Méditerranée, de Clavière, de Vintimille ou de Chiasso qui y risqueront leur vie! Leurs porter secours ne devrait pas être une question.

Nous avons clairement l'impression qu'on nous réprime pour nos idéaux et donc sur des questions politiques. Face à cette violence, nos manières d'agir sont l'entraide et la solidarité !

### **Sur notre ressenti, situation générale:**

Nous avons beaucoup d'amertume et de colère face à la répression de l'Etat : 11 jours de prisons déshumanisantes pour avoir participé à une marche solidaire, prendre nos vies en otages pendant plus d'un mois. Nous nous réjouissons d'être libre, car il n'y a aucune raison d'être condamné. La répression est difficile à vivre pour nous, même si elle l'est encore d'avantage pour les victimes de lois criminalisantes. On se réjouit que ce poids s'enlève de nos épaules, mais la lutte continuera jusqu'à ce que ce poids ne pèse plus sur les épaules de personnes. Nous sommes heureux d'être soutenu par des gens conscients et impliqués. Nous sommes loin d'être tout seul. Heureusement qu'il y a les comités de soutien de Genève, d'Italie et de France à qui nous devons beaucoup. Nous essayons d'aider à faire prendre conscience sur la situation aux frontières comme nos amis italiens en essaient de le faire depuis plusieurs années.

## **Conclusion:**

Cette expérience renforce notre envie de lutter ! Nous savons que notre position est juste.

On essaye d'avoir un regard critique sur ce monde, ces désastres et ces privilèges. On agit donc en conséquence: en étant solidaire et en nous opposant à la répression qui nous fait face.

Bisous !

## **CONTACT :**

- courriel général: [comitesoutien-3db@riseup.net](mailto:comitesoutien-3db@riseup.net)
- Porte-parole : Joan / 0041 937 43 47
- relations médias : Iliann / 0041 76 679 34 54 / [iliann.dunand@protonmail.ch](mailto:iliann.dunand@protonmail.ch)
- facebook : Liberté pour les trois de Briançon
- twitter : @Soutien3db